

**Maître Stéphanie MERCK**  
Avocat au Barreau de Lille  
24, Boulevard de la Liberté  
59000 Lille  
Tél. : 03.28.53.52.48 Fax : 03.20.31.97.22

Dossier SDC ALBA  
N°

## **CONVENTION D'HONORAIRES** (TEMPS PASSÉ)

### **ENTRE LES SOUSSIGNÉS**

Syndicat des copropriétaires de la résidence ALBA représenté par son syndic en exercice **CITYA DESCAMPIAUX GAMBETTA**, société à responsabilité limitée au capital de 50.000,00 €, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lille métropole sous le numéro 921 439 584, dont le siège social est 307 rue Léon Gambetta – 59000 LILLE, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

**Ci-après dénommé « LE CLIENT »**

### **ET :**

Maître Stéphanie MERCK, avocat au Barreau de LILLE, y demeurant 24, Boulevard de la Liberté.

**Ci-après dénommée « L'AVOCAT »**

### **IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **A TITRE PRÉALABLE :**

LE CLIENT reconnaît avoir été informé par L'AVOCAT, dès sa saisine, des modalités de détermination des honoraires couvrant les diligences prévisibles et de l'ensemble des frais, débours et émoluments qu'il pourrait exposer.

LE CLIENT reconnaît que l'ensemble de ces informations figurent dans la présente convention d'honoraires.

#### **1 – PRESTATION DE L'AVOCAT**

##### **1.1 – PRÉAMBULE :**

##### **1.1.1 Aide Juridictionnelle –**

L'AVOCAT a informé LE CLIENT du mécanisme de l'Aide Juridictionnelle qui permet la prise en charge des honoraires de L'AVOCAT par l'État, totalement ou partiellement et suivant un barème préétabli, lorsqu'il accepte d'intervenir au bénéfice d'un client dont les ressources sont inférieures à un plafond fixé par l'Administration.

LE CLIENT déclare que ses ressources et/ou son patrimoine ne le rend pas éligible au mécanisme de l'Aide Juridictionnelle.

LE CLIENT entend expressément renoncer, et de manière rétroactive par la présente, à solliciter le bénéfice de l'Aide Juridictionnelle.

### **1.1.2 Assurance Protection Juridique –**

LE CLIENT déclare avoir été informé de la possibilité que son contrat d'assurance personnelle comporte une assurance de Protection Juridique permettant la prise en charge partielle des honoraires de L'AVOCAT suivant le barème établi par la compagnie d'assurances.

LE CLIENT déclare faire son affaire personnelle de la mise en œuvre éventuelle de son assurance de Protection Juridique et du remboursement par sa compagnie d'assurances de la partie des honoraires de L'AVOCAT correspondant au barème de la compagnie.

LE CLIENT reconnaît qu'en aucune manière, le barème établi par la compagnie d'assurances ne pourra se substituer au montant des honoraires fixé par la présente convention et du fait que la mise en œuvre de cette garantie, dans le cadre de ses relations avec sa compagnie d'assurances, ne peut en aucune manière limiter sa liberté de choisir son Avocat.

### **1.2 – MISSION DE L'AVOCAT :**

Dans le cadre de la présente convention, la mission confiée par LE CLIENT à L'AVOCAT est la suivante :

- **Assistance, conseil et représentation dans le cadre d'une procédure en référé expertise devant le Tribunal judiciaire de LILLE et suivi expertise**

Il s'agira d'une mission de conseil, d'assistance et de représentation.

L'AVOCAT informera LE CLIENT sur l'issue possible du litige, en l'état actuel du Droit et des éléments de fait et de preuve qui lui ont été soumis.

L'AVOCAT s'engage à effectuer toutes les diligences, mettre en œuvre tous les moyens de droit et de procédure pour assurer la défense des intérêts du CLIENT avec les meilleures chances de succès jusqu'à l'obtention d'une décision définitive dans l'instance à engager sans garantir le résultat final

LE CLIENT et l'AVOCAT s'informeront mutuellement des faits et circonstances relatifs au litige et l'évolution de la procédure.

Ils se communiqueront pièces, documents et correspondances nécessaires à cette information.

LE CLIENT informera L'AVOCAT sur les faits ayant donné naissance au litige, lui remettant à cet effet tous les documents en sa possession.

L'étroite collaboration qui doit s'instaurer entre L'AVOCAT et le CLIENT, oblige ce dernier à répondre sans délai à toute demande d'informations, d'explications complémentaires ou de communication de documents.

L'Avocat accomplira tout acte de procédure qu'il estimera justifié par l'intérêt de son client auquel il soumettra les requêtes, conclusions et actes préparés par lui dans la mesure où cela sera possible.

Ces derniers seront réputés approuvés sauf avis contraire du client.

En cas d'urgence ou de nécessité, L'AVOCAT pourra se faire substituer à l'audience par un Confrère de son choix.

## 2 – HONORAIRES DE L'AVOCAT

### 2.1 – PRÉAMBULE

A titre préalable, et afin de régir leurs relations en totale transparence, L'AVOCAT rappelle que les honoraires sont fixés conformément à l'article 11.2 Règlement Intérieur National de la Profession d'Avocat :

#### « Détermination des honoraires »

*Les honoraires sont fixés selon les usages, en fonction de la situation de fortune du client, de la difficulté de l'affaire, des frais exposés par L'AVOCAT, de sa notoriété et des diligences de celui-ci. L'AVOCAT chargé d'un dossier peut demander des honoraires à son client, même si ce dossier lui est retiré avant sa conclusion, dans la mesure du travail accompli.*

#### Éléments de la rémunération

*La rémunération de L'AVOCAT est fonction, notamment, de chacun des éléments suivants, conformément aux usages :*

- *Le temps consacré à l'affaire,*
- *Le travail de recherches,*
- *La nature et la difficulté de l'affaire,*
- *L'importance des intérêts en cause,*
- *L'incidence des frais et charges du cabinet auquel il appartient,*
- *Sa notoriété, ses titres, son ancienneté, son expérience et la spécialisation dont il est titulaire,*
- *Les avantages et le résultat obtenus au profit du client par son travail, ainsi que le service rendu à celui-ci,*
- *La situation de fortune du client. »*

### 2.2 – HONORAIRE AU TEMPS PASSÉ

Les honoraires seront appelés sur la base d'un **taux horaire de 230,00 € HT, soit 276,00 € TTC**, selon le taux de TVA en vigueur à la date de la présente convention, pour les consultations, les rendez-vous, l'étude du dossier, les recherches, les rédactions d'actes et les plaidoiries et les contacts téléphoniques.

Le **taux horaire** est fixé à **180,00 € HT soit 216,00 € TTC** pour les déplacements, le temps d'audience.

Le client règlera à l'Avocat les provisions au cours de la procédure sur simple présentation des factures de la part de l'Avocat et à l'issue de la procédure sur présentation de l'état de

frais et honoraires qui sera dressé par l'Avocat effectuant un récapitulatif des provisions versées.

Il couvre les diligences accomplies par L'AVOCAT correspondant aux étapes strictement nécessaires à l'aboutissement de la mission dont il est saisi.

Il est rappelé qu'en application de la Loi du 31 décembre 1992, les factures sont payables comptant et à défaut de règlement L'AVOCAT pourrait suspendre sa mission après mise en demeure.

### 3 – FRAIS ET DÉBOURS – DÉPLACEMENTS - ARCHIVAGE

Les honoraires prévus par la présente convention incluent la totalité des tâches effectuées personnellement par L'AVOCAT ainsi que le fonctionnement courant de son Cabinet (secrétariat, téléphone), sachant qu'en sus des honoraires seront facturés des frais de correspondances, photocopies et archivage pour un montant forfaitaire de **400,00 € HT soit 480,00 € TTC**.

Outre le règlement des honoraires, LE CLIENT s'acquittera des **frais et débours payés à des tiers** : actes, diligences, facturés par les commissaires de justice (huissiers), droit de plaidoirie, émoluments.

Ces frais seront avancés par LE CLIENT et répercutés, le cas échéant, sur la partie succombant au titre des dépens.

### 4 - DESSAISISSEMENT

Pour le cas où il serait mis fin à la mission de l'Avocat pour quelque cause que ce soit, notamment en raison d'un conflit d'intérêt, rupture des relations contractuelles par le client qui aurait fait choix d'un autre Conseil, abandon de la procédure par le client, rupture par l'Avocat de la convention en raison de la disparition de la confiance qui doit présider à la relation Avocat – Client, l'ensemble des diligences effectuées au jour du dessaisissement seront rémunérées par référence au taux horaire fixé à l'article 2.2, soit 230,000 € HT de l'heure soit 276,00 € TTC.

### 5 – CONTESTATION

En cas de contestation relative à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de LILLE pourra être saisi à la requête de la partie la plus diligente.

Il est rappelé que toute contestation concernant le montant et le recouvrement des honoraires, frais et débours de L'AVOCAT, ne peut être réglée, à défaut d'accord entre les parties, qu'en recourant à la procédure prévue aux articles 174 et suivants du Décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'Avocat.

## 6 – MÉDIATION

LE CLIENT, s'il le souhaite, peut aussi saisir le médiateur de la consommation de la profession d'Avocat :

Médiateur de la consommation de la profession d'Avocat

Madame Carole PASCAREL

180, boulevard Haussmann – 75008 PARIS

Adresse électronique : [mediateur@mediateur-consommation-avocat.fr](mailto:mediateur@mediateur-consommation-avocat.fr)

Site Internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

ou tout autre Médiateur de son choix dont les coordonnées sont disponibles sur le site suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediation-conso/saisir-mediateur#secteur%2016>

LE CLIENT est informé que la saisine du Médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de L'AVOCAT par une réclamation écrite.

## 7 – INFORMATIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

LE CLIENT est informé que L'AVOCAT met en œuvre des traitements de données à caractère personnel afin de lui permettre d'assurer la gestion, la facturation et le suivi des dossiers du CLIENT, conformément aux missions définies dans le cadre de la présente convention.

Ces données sont nécessaires à la bonne gestion des clients et sont destinées aux services habilités du cabinet.

Les informations personnelles du CLIENT sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder 5 ans, à compter de la date à laquelle le mandat de L'AVOCAT prend fin.

Conformément à la Loi « Informatique et Liberté » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Européen n° 2016/679/UE du 27 avril 2016, les personnes physiques bénéficient d'un droit d'accès aux données les concernant, d'opposition, de rectification, de portabilité, d'effacement ou encore de limitation de traitement.

Si LE CLIENT souhaite exercer ses droits et obtenir communication des informations le concernant, il lui appartient de s'adresser à L'AVOCAT en charge de son dossier :

Maître Stéphanie MERCK

Avocat au Barreau de LILLE

24, Boulevard de la Liberté

59000 LILLE

Téléphone : 03.28.53.52.48 – Fax : 03.20.31.97.22

Mail : [contact@merck-avocat.fr](mailto:contact@merck-avocat.fr)

Pour toute information complémentaire ou réclamation, le CLIENT peut contacter l'autorité de contrôle.

Fait à Lille,

Le 20 novembre 2023.

En deux exemplaires

<p>Stéphanie MERCK Avocat</p>	<p>Pour le SDC ALBA <i>Lu et approuvé</i> (*) <i>Pour le compte du syndicat des Copropriétaires de :</i> <i>SDC ALBA</i> <i>Le Syndic : CITYA DESCAMPIAUX</i> <i>307, rue Léon Gambetta - LILLE</i> <i>Tél. : 03 20 14 92 40</i> <i>P.O.</i></p>
-----------------------------------	--

(\* Faire précéder la signature de la mention « *Lu et approuvé* »)